

SUISSE EXIT L'AVION, PLACE AU TRAIN

Des associations souhaitent que des mesures nationales soient adoptées afin de favoriser les déplacements en train plutôt qu'en avion.



La Suisse ne prélève aucune taxe sur les billets d'avion.

09.04.2018

45

Le transport aérien est en passe de devenir la principale source de réchauffement climatique, indique le communiqué de la Coalition environnement et santé pour un transport aérien responsable (CESAR). D'ici 2030, il épuisera à lui seul le budget carbone que la Suisse peut consommer en une année.

L'impact climatique du transport aérien représente 18% de l'impact climatique total de la Suisse. Or les prévisions sont à la hausse, s'alarment les associations. On table sur 78 millions de passagers dans les aéroports suisses d'ici à 2030.

La CESAR et actif-trafiC réclament des mesures concrètes pour favoriser les déplacements en train plutôt qu'en avion. Elles ont adressé leur message à la cheffe du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC).

Mauvaise incitation des vols low-cost

Le trafic aérien international bénéficie de privilèges injustifiés, selon CESAR. Elle dénonce en particulier le fait que le kérosène ne soit soumis à aucun impôt au niveau international et que les vols internationaux soient de plus exonérés de la TVA.

Contrairement à ses pays voisins, la Suisse ne prélève aucune

taxe sur les billets d'avion, pointe le communiqué. Les vols bon marché génèrent de mauvaises incitations. Résultat: les Suisses prendraient deux fois plus l'avion que leurs voisins. Or plus de 80% des vols au départ de la Suisse ont une destination européenne. Les trains représenteraient une alternative réaliste dans bien des cas. Mais face aux vols bon marché, ils subissent un désavantage concurrentiel important.

Transfert de l'air au rail

Le potentiel de réduction des émissions de gaz à effet de serre est donc très grand. C'est pourquoi les associations demandent au gouvernement de prendre des mesures concrètes. Elles demandent en particulier que la Suisse prélève une taxe sur les billets d'avion et qu'elle s'engage au niveau international pour l'introduction d'un impôt sur le kérosène.

La Suisse doit favoriser un transfert modal vers les modes de transport plus durables, en particulier le transport ferroviaire. Enfin, la coalition exhorte le gouvernement à communiquer activement cet engagement, à l'échelle nationale et internationale. Ces revendications sont soutenues par une centaine d'associations, partis et organisations, indique CESAR.

L'alternative des trains de nuit

Certes, il n'est jamais évident de modifier ses habitudes, reconnaît Daniel Costantino, chargé de campagne chez actif-traffic. Il se dit néanmoins «confiant» dans les perspectives d'évolution, a-t-il indiqué à l'ats.

Il cite un exemple récent, inspiré de nos voisins européens. En 2016, une pétition «contre la suppression des trains de nuit», munie de 11'000 signatures a été adressée au DETEC. Elle était motivée par la décision de la Deutsche Bahn (DB) de supprimer la totalité de ses trains de nuit à compter de fin 2016. Or les chemins de fer autrichiens (ÖBB) ont sauté dans la brèche et ils ont repris près de la moitié des lignes que DB voulait abandonner, faute de rentabilité. C'est là un signal positif, estime M. Costantino.

Malgré les progrès techniques, la pollution occasionnée par le trafic aérien, qu'elle soit sonore ou atmosphérique, demeure considérable, relève la CESAR. C'est pourquoi il est plus que temps d'appliquer, dans ce secteur aussi, le principe du pollueur-payeur, réclame l'organisation. (ats/nxp)

Créé: 09.04.2018, 12h26

VOTRE AVIS

Avez-vous apprécié cet article?

Oui

Non